

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'octobre 1997

Déficit de 0,9 milliard de dollars en octobre 1997

Un déficit de 0,9 milliard de dollars a été enregistré en octobre 1997, ce qui représente une hausse de 0,4 milliard par rapport à octobre 1996. Toutefois, les chiffres d'octobre 1996 comprennent un produit en espèces forfaitaire de 1,5 milliard de dollars découlant de la vente du Système de navigation aérienne. En excluant ce montant des résultats d'octobre 1996, on obtient une amélioration d'une année sur l'autre de 1,1 milliard de dollars.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont chuté de 0,9 milliard de dollars (7,2 p. 100). En excluant l'incidence de la vente du Système de navigation aérienne en octobre 1996, on obtient une augmentation sous-jacente des recettes budgétaires de 0,6 milliard de dollars (6 p. 100). Au chapitre des recettes budgétaires, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,4 milliard de dollars, en raison principalement des progrès réalisés dans le domaine de l'emploi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, hausse attribuable surtout à la vigueur soutenue des bénéficiaires des sociétés, et les rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 0,3 milliard de dollars, traduisant la vigueur soutenue de la demande de consommation. Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 0,2 milliard de dollars, recul qui est tributaire des changements apportés aux exigences en matière de versement, qui sont entrés en vigueur en janvier 1997. Les recettes non fiscales ont chuté de 1,7 milliard de dollars en raison surtout de l'incidence ponctuelle en octobre 1996 du produit de la vente du Système de navigation aérienne.

Les dépenses de programmes d'une année sur l'autre ont de nouveau régressé, se situant à 0,2 milliard de dollars (2,5 p. 100) de moins qu'en octobre 1996. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction des prestations d'assurance-emploi et des transferts aux autres administrations. À ce dernier chapitre, la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) traduit à la fois la diminution des droits totaux et l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,2 milliard de dollars (5,1 p. 100) par rapport à octobre 1996, en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Excédent de 0,8 milliard de dollars d'avril à octobre 1997

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 0,8 milliard de dollars, soit une amélioration de 8,3 milliards par rapport au déficit de 7,5 milliards enregistré à pareille date l'an dernier. Cette amélioration est attribuable à la vigueur croissante de l'économie, à l'effet des mesures des budgets de 1994 et de 1995 ainsi qu'à des facteurs chronologiques, notamment l'accélération du versement des cotisations mensuelles à l'assurance-emploi au cours de l'année. Les recettes budgétaires ont grimpé de 4,7 milliards de dollars (6,1 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 2,5 milliards (4,4 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 1,1 milliard (4,2 p. 100).

Apport financier de 7,5 milliards de dollars d'avril à octobre

L'excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars et une ressource nette provenant d'opérations non budgétaires de 2,7 milliards ont donné lieu à un apport financier de 3,5 milliards, compte non tenu des opérations de change, soit une amélioration de 7,9 milliards par rapport à la même période de l'an dernier. Les opérations de change ont procuré au gouvernement une ressource nette de 4 milliards de dollars, pour un apport financier total de 7,5 milliards, représentant une amélioration de 13,0 milliards comparativement à la même période en 1996-97. Au cours des sept premiers mois de l'exercice, les prélèvements sur l'encaisse ont diminué de 3,9 milliards de dollars. Donc, depuis le début de 1997-98, 11,0 milliards de dollars de créances négociables ont été remboursés.

La prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux (par exemple, l'amélioration réalisée au chapitre des cotisations d'assurance-emploi sera inversée au cours des prochains mois, si bien qu'elle n'aura pas d'incidence sur les résultats budgétaires de l'exercice dans son ensemble), ou à des facteurs ponctuels (par exemple, la hausse constatée des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers découle en partie des montants supérieurs d'impôt versés sur production de la déclaration de revenus pour l'année d'imposition 1996), qui ne se reproduiront pas dans les



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	octobre		avril à octobre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 080	11 216	76 654	81 320
Dépenses de programmes	-8 746	-8 529	-57 561	-55 046
Solde de fonctionnement	3 334	2 687	19 093	26 274
Frais de la dette publique	-3 830	-3 633	-26 593	-25 479
Déficit ou excédent	-496	-946	-7 500	795
Opérations non budgétaires	344	1 317	3 102	2 719
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-152	371	-4 398	3 514
Opérations de change	-1 457	677	-1 127	3 965
Total des besoins financiers ou excédent	-1 609	1 048	-5 525	7 459
Opérations de la dette non échue	45	1 614	-355	-11 405

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

mois à venir. Dans *La Mise à jour économique et financière* du 15 octobre 1997, le gouvernement a indiqué qu'il équilibrerait le budget au plus tard en 1998-99.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril à octobre

D'avril à octobre 1997, les recettes budgétaires ont grimpé de 4,7 milliards de dollars, ou de 6,1 p. 100. La majeure partie de cette augmentation découle de la vigueur de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 2,6 milliards de dollars, résultat d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi cette année ainsi que des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration, se rapportant à la croissance du revenu enregistré pendant l'année d'imposition 1996.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 1,9 milliard de dollars, tandis que les autres impôts sur le revenu, surtout les retenues de l'impôt des non-résidents, ont augmenté de 0,1 milliard. Ces hausses sont tributaires de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, par suite du raffermissement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 1,0 milliard de dollars. Cette augmentation est le résultat de facteurs chronologiques et sera annulée au cours des deux prochains mois de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98. En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées pour le second semestre de l'année civile ont été devancées au premier. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par les employés et les employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et moins à la fin. On vient d'annoncer une réduction des taux de cotisations des employés, qui passent de 2,90 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1997 à 2,70 dollars en 1998, ce qui se traduira par une baisse des rentrées en 1997-98 contre celles en 1996-97.
- Les rentrées de TPS ont grimpé de 0,8 milliard de dollars, en raison principalement de la croissance de la demande de consommation.
- La baisse des droits de douane à l'importation est imputable à l'effet des réductions tarifaires aux termes d'accords commerciaux multilatéraux. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars sous l'effet principalement des plus grandes rentrées de taxe sur l'énergie.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 1,9 milliard de dollars. De cette diminution, 1,5 milliard a trait à l'inclusion dans les résultats de 1996-97 du produit de la vente du Système de navigation aérienne, le reste étant principalement tributaire de la baisse des revenus de placements, sous l'effet de la réduction des taux d'intérêt.

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	octobre		avril à octobre		Variation en pourcentage (%)
	1996	1997	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	4 782	5 222	37 225	39 861	7,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 191	1 334	7 287	9 156	25,6
Autres	143	184	1 225	1 375	12,2
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 116	6 740	45 737	50 392	10,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 594	1 382	10 981	11 976	9,1
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 409	1 725	8 832	9 630	9,0
Droits de douane à l'importation	264	305	1 408	1 367	-2,9
Autres taxes et droits d'accise	721	802	4 677	4 863	4,0
Total des taxes et droits d'accise	2 394	2 832	14 917	15 860	6,3
Total des recettes fiscales	10 104	10 954	71 635	78 228	9,2
Recettes non fiscales	1 976	262	5 019	3 092	-38,4
Total des recettes budgétaires	12 080	11 216	76 654	81 320	6,1

Baisse des dépenses de programmes d'avril à octobre

D'avril à octobre 1997, les dépenses de programmes ont chuté de 2,5 milliards de dollars, ou 4,4 p. 100, en comparaison de la même période de l'an dernier, les dépenses de toutes les grandes composantes, autres que les subventions et autres transferts, ayant enregistré un recul. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, au renforcement de l'économie.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,4 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant enregistré une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, principalement sous l'effet des mesures de réforme et d'une baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 2,0 milliards de dollars, résultat de la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars les droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points

d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition, sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui influent sur les dépenses de programmes, sont établis non seulement grâce au changement des droits, mais aussi à la croissance de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 1,7 milliard de dollars pendant les sept premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier; de ce montant, environ 1,1 milliard était attribuable à la réduction des droits et le reste était imputable à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts au titre de la péréquation ont chuté de 0,3 milliard de dollars. Tel qu'indiqué dans le budget de 1997, ces transferts devraient être inférieurs en 1997-98, en raison de la baisse de la croissance des recettes provinciales imputable aux réductions d'impôt dans certaines provinces, aux déplacements de population entre les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation et celles qui n'en reçoivent

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	octobre		avril à octobre		Variation en pourcentage
	1996	1997	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					
(%)					
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 811	1 830	12 476	12 844	2,9
Prestations d'assurance-emploi	971	761	6 919	6 186	-10,6
Total	2 782	2 591	19 395	19 030	-1,9
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	1 026	8 791	7 133	-18,9
Transferts fiscaux	767	887	5 659	5 414	-4,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-167	-178	-1 180	-1 243	5,3
Total	1 867	1 735	13 290	11 304	-14,9
Subventions et autres transferts					
Agriculture	69	102	380	318	-16,3
Affaires étrangères	111	122	792	794	0,3
Développement des ressources humaines	193	168	883	785	-11,1
Affaires indiennes et du Nord	245	249	2 253	2 377	5,5
Industrie et développement régional	186	194	759	861	13,4
Anciens combattants	118	115	794	803	1,1
Autres	245	353	1 457	1 910	31,1
Total	1 167	1 303	7 318	7 848	7,2
Total des transferts	5 816	5 629	40 003	38 182	-4,6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	76	74	580	522	-10,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	144	167	1 018	924	-9,2
Autres	159	58	725	634	-12,6
Total	379	299	2 323	2 080	-10,5
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	755	822	4 878	4 726	-3,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 796	1 779	10 357	10 058	-2,9
Total	2 551	2 601	15 235	14 784	-3,0
Total des dépenses de programmes	8 746	8 529	57 561	55 046	-4,4
Frais de la dette publique	3 830	3 633	26 593	25 479	-4,2
Total des dépenses budgétaires	12 576	12 162	84 154	80 525	-4,3

pas, ainsi qu'à de fortes recettes tirées des ressources naturelles dans certaines provinces qui reçoivent des paiements de péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,2 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de

transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96.

La revue financière

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	octobre		avril à octobre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-496	-946	-7 500	795
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	3	-188	760	271
Autres	88	24	-293	-140
Total	91	-94	467	131
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	152	164	971	989
Comptes de pension de retraite	-137	-220	4 146	3 348
Autres	50	44	140	-229
Total	65	-12	5 257	4 108
Autres opérations	188	1 423	-2 622	-1 520
Total des opérations non budgétaires	344	1 317	3 102	2 719
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-152	371	-4 398	3 514
Opérations de change	-1 457	677	-1 127	3 965
Total des besoins financiers ou excédent	-1 609	1 048	-5 525	7 479

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	octobre		avril à octobre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-1 609	1 048	-5 525	7 479
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 775	-2 775	15 353	7 075
Obligations d'épargne du Canada	-345	-428	-1 822	-2 067
Bons du Trésor	-2 400	4 600	-16 300	-15 500
Autres	-366	-388	-7	-8
Sous-total	-1 336	1 009	-2 776	-10 500
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	63	38	853	794
Total	-1 273	1 047	-1 923	-9 706
Payable en devises				
Obligations négociables	0	438	0	-278
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	361	198	0	-1 026
Effets du Canada	957	-69	1 568	-395
Total	1,318	567	1 568	-1 699
Total des opérations de la dette non échue	45	1,614	-355	-11 405
Variation de l'encaisse	-1 564	2 662	-5 880	-3 926

La revue financière

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 octobre

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2 662	5 398
En devises	2	42
Total de l'encaisse	2 664	5 440
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	268 118	289 638
Bons du Trésor	149 800	119 900
Obligations d'épargne du Canada	29 606	31 426
Autres	3 471	3 460
Total partiel	450 995	444 424
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	181	294
Total	450 814	444 130
Payable en devises		
Obligations négociables	9 514	12 182
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 986	7 421
Effets du Canada	1 878	1 726
Total	18 378	21 329
Total de la dette non échue	469 192	465 459

En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage les dépenses de cette composante en 1998-99. À l'opposé, la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS, annoncée lors du dépôt du budget de mars 1996 pour l'exercice 1998-99, n'aura pas lieu. Le gouvernement a proposé que les transferts en espèces pendant la période de 1997-98 à 2002-03 ne tombent jamais sous la barre des 12,5 milliards de dollars – soit le niveau des transferts en espèces actuellement estimé pour 1997-98. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison de la chronologie des paiements et de ceux qui sont associés à la vente du Système de navigation aérienne à NavCan. Pour leur part, les dépenses affectées aux sociétés d'État, à la défense, et toutes les autres dépenses ministérielles ont été inférieures. Ces baisses sont surtout attribuables à l'effet des mesures de restriction.

Baisse des frais de la dette publique d'avril à octobre

Les frais de la dette publique ont chuté de 1,1 milliard de dollars, ou 4,3 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, ainsi que la réduction des besoins d'emprunt nets, résultat de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Décembre 1997

